

## Nouvelles locales du mardi 22 septembre 2015

@rib News, 22/09/2015 | Droit de l'homme - Le chargé de la communication au sein de la CVR (Commission Vérité et Réconciliation) a fait savoir que cette commission est en train de faire une planification stratégique pour les 3 années à venir avec l'aide de la coopération allemande. Pierre Dahir Yamuremye a fait savoir que des ateliers stratégiques de la communication seront organisés, au mois d'octobre, en collaboration avec une organisation sud-africaine International for Justice and Reconciliation. « Il y a toute une ontologie en la matière à apprendre puisque la communication dans ce domaine n'est pas celle courante. Il y a des gens à écouter attentivement, celles à ne pas blesser, etc. », a-t-il indiqué et que bientôt la CVR va passer à la phase suivante.

Ses activités sont scindées en 2 phases, à savoir la phase préparatoire et celle opératoire. Cette dernière est composée par les dispositions, les investigations, qui sont suivies par les réparations et la réconciliation, la réécriture de l'histoire, et enfin la disposition du rapport final. L'un des défis du moment concerne l'absence de la loi sur la protection des témoins et victimes qui est en cours d'étude au sein du ministère de la Justice. Il a précisé que les plaidoyers continuent au près dudit ministère pour que cette loi soit mise sur place tout en précisant qu'ils espèrent que dans 3 mois ou un mois et demie, ils auront cette loi sur la protection des témoins. La phase opératoire ne va commencer qu'après la mise en place de cette loi. | Education - À travers son projet "Back to School", l'Unicef va distribuer du matériel scolaire à plus de 250 000 élèves provenant de 7 provinces du pays : Muyinga, Kirundo, Makamba, Cankuzo, Ruyigi, Rutana et Rumonge. Cela intervient alors que ce lundi, il y a eu ouverture de l'année scolaire 2015-2016. Le lancement de cette activité de distribution a été effectué par le Ministre de l'Éducation ce lundi aux écoles primaires Rukinga au chef-lieu de la commune et province de Rumonge. En tout, 420 élèves bénéficieront de ce don, chaque enfant recevra 6 cahiers de 100 feuilles, un stylo, un crayon et une gomme. Le don implique aussi des craies pour 3 500 enseignants. Selon le Représentant de l'Unicef au Burundi Mbo Victor Nylul, la rentrée intervient après que beaucoup d'élèves aient été affectés par la fermeture subite de leurs écoles l'an dernier. Il est donc important que tous les enfants du pays reprennent le chemin de l'école et continuent leur apprentissage dans les meilleures conditions possibles. Janvier Ndirahisha, Ministre de l'Éducation du Burundi a remercié l'Unicef pour son appui et n'a pas manqué de préciser que c'est une année spéciale pour le cycle fondamental, puisque la 1<sup>ère</sup> section de 9<sup>ème</sup> année fera son 1<sup>er</sup> test de sélection pour le secondaire. | Sécurité - La société de distribution de l'eau et de l'électricité au Burundi (REGIDESO) nie toute responsabilité dans l'incendie qui a ravagé le supermarché T2000 ce lundi. Wilson Tangishaka, directeur de l'électricité à la Regideso indique pour se défendre que le transformateur électrique du secteur est resté intact et continue d'alimenter d'autres maisons et bureaux du quartier. Quelques heures après le sinistre, la responsabilité du fournisseur d'électricité avait été pointée du doigt puisque selon certaines sources, la cabine de ce fournisseur se trouvant tout près du supermarché avait éclaté tout juste avant le déclenchement de l'incendie. - Trois hommes vêtus de longs manteaux imperméables ont ouvert le feu dans un bar près duquel se trouvait un salon de coiffure et d'autres petits commerces à l'entrée du quartier VI. Les faits se sont passés ce lundi vers 21h. Un des coiffeurs de ce salon est mort sur le coup ; deux autres personnes ont été blessées, une grièvement et a vite été transportée à l'hôpital. Les trois individus armés et à pieds sont repartis rapidement en tirant plusieurs coups dans tous les sens. | Politique - Dans un message adressé dimanche dernier, à toute la communauté catholique du Burundi et lu dans toutes les églises catholiques du pays, la Conférence épiscopale burundaise a expliqué vouloir éviter un retour de la guerre civile. Dans ce message, le président du collège épiscopal burundais, la conférence épiscopale appelle à la reprise d'un vrai dialogue avec les vrais acteurs de la crise pour éviter le veuil des anciens démons. « Nous devons accepter de nous asseoir ensemble, sans exclure personne, afin de diagnostiquer ensemble la maladie qui nous afflige et trouver le remède approprié. Il est nécessaire que les vrais acteurs du conflit, qui luttent pour le pouvoir, s'asseyent ensemble sans tarder », insiste ce communiqué. La conférence fait une allusion claire au régime du président Pierre Nkurunziza, qui assure qu'il n'y a plus de crise au Burundi. Le président a sévèrement critiqué ceux qui entravent une solution négociée et nient que le pays connaisse une crise particulièrement grave. Bien que la candidature du Président Nkurunziza à un 3<sup>e</sup> mandat était selon l'opposition, la société civile et l'Église catholique inconstitutionnel et contre l'Accord d'Arusha, et qu'il a été élu pour une nouvelle magistrature, cette candidature a plongé le Burundi dans une grave crise marquée de violences meurtrières. Malgré sa promesse d'un dialogue ouvert durant la campagne électorale, le président Nkurunziza et son camp ont depuis durci le ton à l'égard du camp anti-3<sup>e</sup> mandat. L'appel de cette conférence est qu'il n'y ait personne qui emprunte la voie de la guerre ou qui entretienne ce qui pourrait servir de prétexte à provoquer la guerre. Elle a estimé la situation sécuritaire très inquiétante à Bujumbura, parlant de gens sauvagement assassinés, enlevés et tués, torturés ou emprisonnés de façon arbitraire. Que personne ne se décourage, car nombreux sont ceux qui désirent la paix tout n'est donc pas perdu, a néanmoins exhorté la conférence épiscopale. Elle a également qualifié de faux prophètes qui endorment les gens, les Églises évangéliques gravitant autour du président Nkurunziza, chrétien "born again" revendiqué et son épouse, pasteur évangélique, qui estiment que le chef de l'État est au pouvoir et le reste par la volonté de Dieu. La conférence a en outre estimé qu'elle ne peut pas se prononcer sur la tenue des élections étant donné qu'elle n'avait pas de représentant dans les organes décisionnels.